

recusé le accord  
français tunisien

**COUR D'APPEL DE MONTPELLIER**  
**TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MONTPELLIER**  
**LE JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION**

**Cabinet de Philippe TREMBLAY**

**Dossier n° N° RG 20/00984 - N° Portalis DBYB-W-B7E-MYIA**  
**Minute n° : 20/00180**

**ORDONNANCE STATUANT SUR UNE DEUXIEME DEMANDE  
DE PROLONGATION D'UNE MESURE DE RETENTION  
ADMINISTRATIVE**

Article L.552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

**Le 07 Septembre 2020 à 10h14**

Nous, Philippe TREMBLAY, juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Montpellier, étant en audience publique, assisté de Julie SCHMITT, greffier ;

Vu les articles L.552-1 à L.552-6, et R.552-1 à R.552-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu l'arrêté portant obligation de quitter le territoire français avec une interdiction de retour d'une durée de six mois émis par le préfet de l'Hérault le 7 août 2020 à l'encontre de **X se disant**

Vu la décision de placement en rétention administrative au centre de rétention de TOULOUSE prise par **M. LE PREFET DE L'HERAULT** le 07 Août 2020 à l'encontre de :

**M. X se disant  
de nationalité Tunisienne**

notifiée à l'intéressé le 07 Août 2020 à 08h45 ;

Vu l'ordonnance rendue le 09 août 2020 par le juge des libertés et de la détention du tribunal judiciaire de Toulouse prolongeant la rétention administrative de l'intéressé pour une première durée de vingt-huit jours ;

Vu la requête de l'autorité administrative en date du 05 Septembre 2020 reçue et enregistrée au greffe du juge des libertés et de la détention le 05 Septembre 2020 à 13h21 tendant à la prolongation de la rétention de dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée supplémentaire de **trente jours** ;

Vu l'extrait individualisé du registre prévu à l'article L.553-1 du CESEDA émargé par l'intéressé ;

Monsieur le préfet, Monsieur le procureur de la République près le tribunal de notre siège et le retenu ont été avisés, dès réception de la requête, de la date et de l'heure de la présente audience par le greffier ;

En l'absence de Monsieur le procureur de la République ;

En présence de **M. LE PREFET DE L'HERAULT**, représenté par Monsieur Eric AFFORTIT,

dûment habilité ;

présent à l'audience et informé de son droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office, déclare : je souhaite être assisté d'un avocat commis d'office.

Me Chloé PION RICCIO, avocat, est informé par nos soins sans délai et nous fait connaître qu'il assistera l'intéressé. L'avocat a pu consulter la procédure et s'est entretenu librement avec son client.

L'intéressé est informé qu'il peut lui-même consulter la procédure, et éventuellement être assisté par un interprète s'il ne connaît pas suffisamment la langue française.

### **DÉROULEMENT DES DÉBATS**

A l'audience publique, le juge des libertés et de la détention a procédé au rappel de l'identité des parties ;

**L'avocat du retenu soulève *in limine litis* la nullité de la procédure dans des conclusions écrites qui sont annexées à la présente ordonnance, et qu'il développe oralement à l'audience ;**

**Le représentant de l'administration est entendu en ses observations sur les moyens de nullité soulevés et sur le fond :**

Concernant les perspectives d'éloignement, les frontières avec la Tunisie sont ouvertes. Les rendez-vous consulaires reprennent le 9 septembre, c'est donc qu'il y a des perspectives d'éloignement sinon le consulat ne reprendrait pas les rendez-vous.

On a aucun moyen de faire accélérer la procédure de délivrance de laissez-passer. L'absence de document d'identité ne fait que ralentir la procédure.

Concernant le non respect de l'accord franco-tunisien, j'ai un arrêt de la Cour d'Appel de Montpellier qui maintient l'intéressé en rétention malgré le non respect.

Je vous demande la prolongation de la rétention administrative.

**déclare : je n'ai rien à ajouter.**

### **MOTIFS DE LA DÉCISION**

L'article L554-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile dispose qu'un étranger ne peut être placé ou maintenu en rétention que pour le temps strictement nécessaire à son départ. L'administration doit exercer toute diligence à cet effet.

L'article L552-13 du même code dispose qu'en cas de violation des formes prescrites par la loi à peine de nullité ou d'inobservation des formalités substantielles, toute juridiction ne peut prononcer la mainlevée de la mesure de placement en rétention que lorsque celle-ci a eu pour effet de porter atteinte aux droits de l'étranger.

L'article 3 de l'annexe II de l'accord cadre relatif à la gestion concertée des migrations et au développement solidaire entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Tunisienne du 28 avril 2008 stipule que la nationalité de la personne est notamment considérée comme présumée sur la base des déclarations de l'intéressé dûment recueillies par les autorités administratives ou judiciaires de la Partie requérante. Celle-ci transmet alors à l'autorité consulaire de la Partie requise l'original exploitable du relevé des empreintes décadactylaires ainsi que trois photographies d'identité de la personne concernée. L'autorité consulaire de la Partie requise dispose d'un délai de cinq jours à compter de la réception de l'un des documents mentionnés ci-dessus pour examiner ce document et délivrer le laissez-passer consulaire si la nationalité de l'intéressé est



établie.

L'avocate de l'intéressé indique notamment que ce délai de cinq jours n'a pas été respecté.

La requête de la préfecture indique, en effet : "L'intéressé étant démuné de tout document d'identité ou de voyage valide, je saisis, le 7 août 2020, les autorités consulaires tunisiennes. [...] Le 4 septembre 2020, n'ayant pas obtenu de réponse des autorités consulaires tunisiennes, je les relance afin de connaître la suite réservée à ma demande de rendez-vous. Je suis informé que les rendez-vous consulaires reprennent le 9 septembre 2020".

Il en résulte que ce délai de cinq jours n'a pas été respecté.

Il importe peu que ce non-respect soit le fait des autorités consulaires tunisiennes.

Aucun texte ni jurisprudence constantes connus de la présente juridiction n'indiquent, en effet, que ce non-respect devrait être le fait de l'administration française.

L'article L552-13 susvisé ne le prévoit notamment pas.

En l'occurrence, cette irrégularité ne résulte certes pas de la violation de la deuxième phrase de l'article L554-1 susvisé, mais de la dernière phrase l'article 3 de l'annexe II susvisé.

Cet article L552-13 ne conditionne, en revanche, la mainlevée de la mesure de placement en rétention qu'à la seule atteinte portée aux droits de l'étranger.

Cette atteinte est manifeste puisque cet intéressé demeure en rétention à ce jour.

Il convient, par conséquent, de déclarer la procédure irrégulière et de rejeter la requête en prolongation de cette rétention.

### **PAR CES MOTIFS :**

Statuant publiquement en premier ressort, par décision assortie de l'exécution provisoire,

**DÉCLARONS** la procédure irrégulière ;

**REJETONS** la requête en prolongation de la rétention administrative de **M. LE PREFET DE L'HERAULT** ;

**DISONS** que la présente ordonnance sera immédiatement notifiée au procureur de la République et que est maintenu à la disposition de la justice pendant un délai de dix heures à compter de la notification de la présente ordonnance au procureur de la République ;

**INFORMONS** que durant cette période, il peut, s'il le souhaite, contacter son avocat et un tiers, rencontrer un médecin et s'alimenter.

**INFORMONS** les parties qu'elles peuvent interjeter appel de la présente ordonnance devant le Premier président de la cour d'Appel de Montpellier ou son délégué, dans les 24 heures de son prononcé, par déclaration motivée faite ou remise par tous moyens au greffe de la cour d'Appel de Montpellier et leur donnons connaissance des modalités selon lesquelles ce recours peut être exercé ;

**INDIQUONS** que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le Premier président de la cour d'Appel ou son délégué.

Ainsi prononcé en audience publique le 07 Septembre 2020 à 11 h 59.

Le greffier,

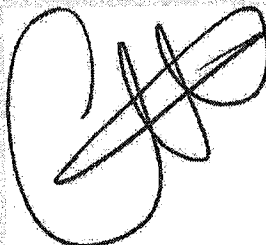
Le juge des libertés et de la détention,

**Reçu notification et copie de la présente ordonnance le 07 Septembre 2020 :**

L'intéressé,



L'avocat du retenu,



Le représentant du préfet,



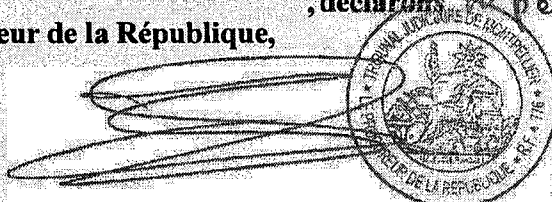
**Notification de la présente ordonnance est faite à Monsieur le procureur de la République le 07 Septembre 2020 à 12 h 15.**  
Le greffier,



**Nous,**  
**Le procureur de la République,**

**Stéphane BÉRES**  
**VICE-PROCUREUR**

**, déclarons n'avoir interjeté appel de la présente décision,**



**Constatons que le 07 Septembre 2020 à 14 h 18, le procureur de la République n'a pas interjeté appel de la présente décision,**  
Le greffier,

